

**Problématique de la compétitivité de l'économie algérienne
face à l'ouverture du commerce extérieur**

BENLOULOU Salim Badr Eddine (doctorant)

s_benloulou@yahoo.fr

DIDOUH Choukria (doctorant)

d_choukria@yahoo.fr

Université de Tlemcen

Résumé : *A de très rares exceptions près – Cuba, Corée du Nord- l'ouverture des économies au commerce extérieur et par-delà à la concurrence internationale est un fait accompli : globalisation oblige. Le phénomène est général à tout type d'économie développée ou non (Henri-F. Henner 1997). Cette ouverture conduit nécessairement, dans le contexte d'une concurrence rendue plus accentuée, à la recherche de la consolidation d'avantage supposé ou réel. Ainsi la compétitivité, déclinée dans tous ses sens et dimensions : produit, ville, territoire... et traduite en termes d'attractivité ou d'expansion marchande, devient le critère primordial et l'instrument privilégié de toute politique ou stratégie de positionnement économique et en particulier commercial vis-à-vis des concurrents/partenaires étrangers. La compétitivité d'un territoire est liée à son attractivité et donc à sa faculté à attirer sur son sol des activités mais aussi sa capacité à contribuer à l'amélioration du bien être de sa population (Jean-Louis MUCHIELLI). la notion de compétitivité ne doit pas être appréhendée en termes de guerre commerciale entre pays (Krugman 2000). Ces mutations dans l'économie mondiale, pour cause de globalisation, nous conduisent à poser la question suivante : est ce que notre économie est compétitive ? Si oui comment se traduit-elle, quel produit, hors hydrocarbures bien entendu, ou quelle innovation peut lui procurer un avantage compétitif ? Ou encore et par ailleurs est-ce que notre territoire est attractif ? Puisque le premier effet de la mondialisation est la mise en concurrence directe des appareils productifs des différentes nations.*

Répondre à ce questionnement suppose en ce cas la proposition qui considère que: être compétitif c'est pouvoir concurrencer les vis-à-vis sur une activité, une industrie, une technologie donnée afin d'en tirer avantage certain. Par conséquent la compétitivité pourrait se comprendre de manière intérieure pour une économie qui pourrait pour la circonstance devenir attractive pour le partenaire, comme extérieurement pour augmenter, du moins maintenir, sa part de marché. Aussi la compétitivité d'une économie nationale qui est un état économique et commerciale possède-t-elle ses propres déterminants telles par exemple la structure des exportations et les facteurs de sa dynamique ou la structure du PIB et la productivité du travail ou encore la formation et les compétences scientifiques. Telle est construite l'analyse envisagée ici qui tente d'en percevoir, afin de l'évaluer, la compétitivité de l'économie algérienne.

Mots clés : *Compétitivité - exportations- globalisation- structure- analyse -évaluation.*

Introduction :

La mondialisation économique et le développement d'une concurrence internationale très vive, contraignent les entreprises à améliorer en permanence leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Leur performance individuelle ne peut toutefois pas être totalement

dissociée de l'environnement dans lequel se déploie leur activité c'est-à-dire le cadre de leur évolution : la compétitivité des firmes étant liée à celle des nations.

La compétitivité est devenue l'un des arguments majeurs sinon l'argument fondamental des stratégies et politiques économiques nationales. Pour les Pays en Développement, l'exemple des pays d'Asie de l'Est et du Sud-est a permis d'établir un lien direct entre croissance économique, industrialisation, et performances commerciales (en termes de gains de parts de marché) sur les marchés intérieurs et surtout sur le marché mondial¹.

Aussi bien dans sa définition que dans son analyse, le concept de compétitivité est sujet à des interprétations diverses voire même divergentes. le champ de la compétitivité s'étend de la firme (Meier O. 2011, Mercier-Suissa C. &alli 2010), à la branche (CEPII 1999), à l'économie nationale ou nation (Debonneuil M. & Fontagne L. (2003) tout comme il concerne aussi bien le territoire (Delaplace M. 2011, Camagni R.2006) la région, la ville (Tremblay D.G. &Tremblay R.2006)... où il se métamorphose en attractivité. La différence compétitive, lorsqu'elle ne porte pas sur l'innovation, pourrait toutefois apparaître et s'exercer sur certaines variables ou catégories facilement mise en œuvre tel le prix du foncier par exemple, ou celui notoirement connu et "usité" le système fiscal pays, le climat des affaires ou encore la qualité de la vie et atouts de tourisme, la sécurité versus risque pays...ces facteurs contribuent à aviver la concurrence entre marchands, investisseurs, firmes par localisation et délocalisation... La compétitivité s'inscrit à la fois dans les approches commerce entre nations et "guerre" entre firmes pour l'accaparement de parts de marchés. Ainsi la notion de compétitivité se pose-t-elle en termes de concurrence entre protagonistes à différentes échelles et domaines divers. Pour le CEPII (1999)² par exemple «a court terme, la compétitivité d'une industrie nationale donnée se mesure par l'accroissement de ses parts de marché dans le monde, qui résulte à la fois de la conjoncture dans les pays partenaires les plus proches et de sa compétitivité-prix ». La notion de part de marché permet de comparer une branche d'activité nationale par rapport à une autre d'un autre pays. Par extension Debonneuil M. Fontagne L. (2003)³ estiment que «la compétitivité d'une nation est sa capacité à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale ». Nous passons donc d'une approche méso-économique à une approche macro ou plus précisément et globalement méga- économique puisqu'il est question de la nation sous ses multiples aspects, aptitudes, capacités économiques, sociales, politiques qui plus est sont appréhendés en termes d'évolutions temporelles...Par ailleurs nous disposons aussi de la compétitivité d'un territoire laquelle se définit comme celle liée à son attractivité ⁴ (R. Camagni 2006) et par conséquent à sa faculté à attirer sur son sol des activités notamment économiques et commerciales mais aussi sa capacité à contribuer à l'amélioration du bien être de sa population. Un territoire pourrait être compétitif ou non selon les caractéristiques de sa géographie, de son économie et de sa composante humaine⁵ c'est-à-dire des compétences à même de faire valoriser les ressources existantes. Pour le Forum Économique Mondial partant de la définition simple telle " par *compétitivité*, nous entendons *productivité*, ou en d'autres termes, la capacité de créer de la valeur.." (forum économique mondial afrique 2009) à celle plus globalisante en l'occurrence, la compétitivité

est l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent à terme le niveau de productivité, et donc le niveau de vie, d'un pays (WEF)⁶.

Les définitions précédentes nous amènent à proposer deux approches de la compétitivité d'un pays: l'approche par la croissance de la productivité et la performance commerciale d'une part et l'approche par l'attractivité territoriale d'autre part. En effet le cycle de la productivité, dans une optique fordiste (mécanisation associée à la division du travail), engendre des gains dont l'utilisation permet les différentes améliorations recherchées en vue de la compétitivité entre autres celles d'innovations technologiques! Et c'est à partir de ces considérations compétitivité attractivité que la compétitivité économique peut être approchée :

-d'un point de vue interne : quelles améliorations sont perçues au sein d'une économie nationale donnée;

-et d'un point de vue externe ou comment les autres partenaires étrangers voient que telle ou telle entité est compétitive ou attractive par rapport à une autre.

Mais en fait interne externe ne sont avancés que d'un point de vue méthodologique puisque, s'agissant d'une économie nationale, ce qui sert un aspect sert en même temps l'autre aspect.

I. La compétitivité/productivité de l'économie algérienne.

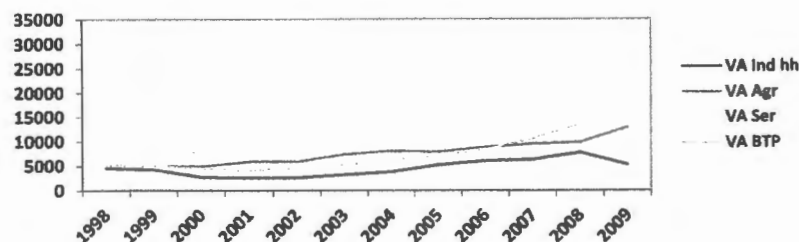
Selon cette optique la compétitivité de l'économie algérienne pourrait être appréhendée par les variables économiques qui indiquent l'évolution du bien-être collectif national. Et par conséquent ces indicateurs montrent dans quelle mesure est réalisée la production du progrès économique. Il est entendu par progrès économique (J. Fourastié 1965) la multiplication et diversification des biens économiques mis à disposition par le système productif national au cours du temps. Et cela n'est réalisé qu'à la condition d'une amélioration continue de la productivité du travail. Ce qui suppose entre autres un investissement sectoriel adéquat qui par effets de propagation finit par améliorer le niveau des revenus et des salaires, le niveau des impositions fiscales, le prix du foncier, le taux de réalisation des projets et programmes nationaux ; autant de facteurs à même d'élever la compétitivité et *a fortiori* le niveau d'attractivité...

C'est en ce sens, nous semble-t-il, que le forum économique mondial dans son rapport sur la compétitivité (2009) pour l'Afrique définit la compétitivité. En effet l'Afrique a grand besoin de faire valoriser ses immenses richesses. Partant de la définition de la productivité du travail, et qui peut être interprétée par l'intensité capitalistique, il faut croire que la croissance de la productivité et, par conséquent, la compétitivité ne peuvent se concrétiser que par de l'accumulation du capital (technique) et par de l'organisation rationnelle comme condition préalable à cette fin !

I.1 les niveaux.

La productivité est en particulier perçue par les niveaux des valeurs ajoutées des différentes branches ou secteurs économiques. Ainsi l'évolution (en 10⁶ US\$) des valeurs ajoutées- telles que représentées dans le schéma suivant- est pour le moins contrastée selon les secteurs ou branches de l'économie algérienne durant la période 1996-2010. En effet les services et les BTP et à un degré moindre l'agriculture évoluent nettement tandis que l'industrie hors

hydrocarbures ne cesse de connaître une courbe descendante même si elle a connu une légère amélioration-due surement aux productions agroalimentaires- entre 2005 et 2008. Autrement dit l'essentiel de l'amélioration des conditions de vie se résume à l'apport des services – lesquels *in fine* ne sont notamment que ceux administratifs- mis à la disposition de la communauté.



Qu'en est-il de la productivité du travail pour ces mêmes activités ?

évolution de la productivité dans l'économie algérienne :

La productivité du travail est un indicateur tout indiqué dans les cas d'approche de la croissance économique et donc de l'évolution de la richesse et par conséquent de l'évolution des revenus et des salaires qui dépendent de la manière dont sont employés les gains justement de la productivité du travail. En ce sens l'étude de l'évolution de la productivité du travail semble être un indicateur pertinent de la compétitivité interne pays.

L'analyse s'opère à partir de la contribution, ou valeur ajoutée, de chaque branche économique à la dynamique de la production ou activité générale (en termes de croissance du PIB)⁷. La productivité du travail est une productivité horaire estimée sur la base d'un volume horaire hebdomadaire de quarante- quatre (44) heures par travailleurs pendant quarante-quatre (44) semaines effectivement travaillées dans l'année ce qui donne mil neuf cent trente et six (44*44=1936) heures annuelles par travailleur soit environ mil neuf cents (1900) heures pour les commodités de calcul⁸.

Tableau n° 03 :L'évolution de la productivité dans l'agriculture et le BTP en Algérie 1998-2009

année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
$\Delta ABFF/\Delta PIBHH$	/	-0.45	-0.07	0.39	0.72	0.40	0.46	0.98	0.81	0.60	0.64	0.23
ΔMep	/	2	-2	4	10	5	37	-21	20	17	50	0
a/L	/	2.24	2.04	2.14	2.07	2.48	2.62	3.06	2.89	4.57	4.63	5.49
BTP/L	/	3.58	3.10	2.72	2.84	3.41	3.46	3.02	3.52	3.65	4.50	4.30

Source : les calculs sont faits d'après les données de l'ONS, le FMI, le Ministère du Commerce Extérieur

$\Delta ABFF/\Delta PIB_{HH}$: accumulation marginale hors hydrocarbures; ΔMep : variation des biens d'équipement importés ; a/L : productivité agricole ; BTP/L : productivité des BTP.

ΔMep ou la variation de l'importation des biens d'équipement augmente de manière accélérée tandis que le taux marginal de l'accumulation des fonds fixes, par rapport au PIB hors hydrocarbures, est très important notamment pour les années 2002, 2005 et 2006. Ces deux paramètres sont-ils mesure de l'accroissement de la richesse nationale ? Autrement ont-ils entraîné, dans une proportion équivalente à leur rythme de croissance, l'augmentation de la masse de biens économiques disponibles produite par l'appareil productif national ? Étant donné le niveau de la productivité moyenne des activités agricoles et celles des bâtiments et travaux publics, quasi constant, il faut croire qu'investissement et importations ne contribuent que dans une infime partie à la production du bien être social ? Ce qui explique entre autres les tensions manifestes tout aussi bien sur les biens durables que ceux de consommation. La gouvernance donc en matière d'affectation des ressources économiques ne va pas dans le sens de la compétitivité. Ce constat est expliqué par ailleurs par les productivités marginales des différentes activités économiques les plus significatives telles l'agriculture, l'industrie hors hydrocarbures, les BTP ou encore les services. En effet l'évolution des niveaux de leur productivité marginale ne répond à aucune cohérence économique ; tantôt négatifs et tantôt positifs à chiffres ou importants ou insignifiants !

1.2 L'irrégularité

Évolution De La Productivité Marginal Par Branches ($\Delta VA/\Delta L$) entre t1-t0

Année... ...	pm.S	pm.L _{hh}	pm.Ag	pm.BTP
1997	5,40	-3,53	-2,80	-8,33
1998	1,16	1,93	1,43	20,41
1999	-4,42	-	-7,20	-71,33
2000	-	4,41	-	-11,99
2001	2,79	-3,99	1,16	-20,25
2002	9,32	-4,21	-6,46	8,59
2003	-1,54	1,17	1,69	-8,84
2004	4,53	3,10	6,80	7,02
2005	1,10	-3,78	1,69	2,44
2006	7,74	2,09	3,57	31,92
2007	2,05	-3,09	-3,02	8,14
2008	1,20	9,88	1,06	55,91
2009	2,36	-5,33	-1,94	3,72

Source : les calculs sont élaborés sur la base de données ONS

pm.S : la productivité marginale des services ; pm.L_{hh} : la productivité marginale dans l'industrie hors hydrocarbures.

pm.A : la productivité marginale dans l'agriculture ; pm.BTP : la productivité marginale dans le secteur des bâtiments et travaux publics.

II- Réalité de la compétitivité de l'économie algérienne :

L'ouverture commerciale algérienne permet-elle un certain niveau de compétitivité? Sinon la croissance interne est-elle un de ces facteurs ? Il s'agit en ce cas d'examiner les paramètres de l'ouverture commerciale et d'en apprécier l'impact sur la compétitivité économique nationale ; mieux encore rapporter ces indices à d'autres économies pour essayer d'en estimer la distance "économique" qui reste à parcourir pour que l'économie algérienne devienne compétitive.

II.1 : La performance commerciale de l'Algérie.

Si les exportations sont quasi constituées des hydrocarbures, les importations sont dominées par celles des biens alimentaires d'une part et par les biens d'équipement et industriels pour l'industrie et l'agriculture d'autre part. À partir de cette donnée il est aisé de constater que les différents taux, relatifs au commerce extérieur tels que ci-après déterminés, sont demeurés, en particulier à partir des années 2000, constants au cours du temps ! Rappelons que le taux d'effort à l'exportation mesure la part des exportations dans le PIB, et le taux d'effort à l'exportation hors hydrocarbure mesure la part des exportations hors hydrocarbures dans le PIB_{hh}, tandis que le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations et le taux d'ouverture est représenté par la somme importations-exportations rapportée au PIB (export+imports/PIB).

Les taux inhérents au commerce extérieur 1998-2009

année	effort à l'exportation	Effort à exportation hh	ratio d'ouverture	ratio d'ouverture hh	Taux de couverture	Taux de dépendance
1998	0,23	0.016	0,45	0,45	1,00	0,24
1999	0,27	0.018	0,50	0,46	1,13	0,21
2000	0,41	0.019	0,63	0,37	1,93	0,23
2001	0,36	0.011	0,58	0,34	1,68	0,24
2002	0,35	0.011	0,60	0,39	1,38	0,21
2003	0,38	0.012	0,62	0,38	1,60	0,22
2004	0,40	0.014	0,66	0,43	1,56	0,25
2005	0,48	0.016	0,68	0,38	2,40	0,24
2006	0,49	0.019	0,67	0,38	2,65	0,26
2007	0,47	0.018	0,67	0,39	2,29	0,20
2008	0,46	0.022	0,69	0,46	2,00	0,18
2009	0,40	0.011	0,68	0,42	1,45	0,20

Source : taux calculés selon données ONS, FMI, Ministère du Commerce Extérieur

Ainsi il n'y a guère, du moins à moyen terme, de performance économique ni d'efficacité de la politique économique ! L'Algérie est le premier importateur de blé dur au monde, l'huile et le sucre sont importés à 100%, les produits laitiers à 60%⁹.

II.2 Les indices commerciaux.

Une intégration par les flux réels ou ceux à même d'impulser la dynamique économique nationale et par delà celle commerciale.

a) Indice du volume du commerce extérieur (2000= 100):

Année catégorie	2006	2007	2008	2009	2010
exportations	103	106	98	87	95
importations	187	215	280	295	291

Malgré la crise les importations en volume connaissent une croissance continue importante- passant de 187 à 297 soit 110 de croissance, tandis que les exportations sont erratiques et à bas volume!

b) Cela contribue à donner un niveau de commerce de marchandises en pourcentage du PIB (ou export + import/ PIB) de l'ordre de 65% en moyenne durant la période considérée. Un taux à comparer avec celui des économies développées il en ressort qu'il ne ressemble à aucun autre.

Taux du commerce de marchandises :

	2006	2007	2008	2009	2010	OBSERVATIONS
Algérie	65	65	70	60	61	Données légèrement différentes par rapport à celles affichées précédemment
Autriche	84	87	88	73	82	Economie développée
Chine	65	62	57	44	50	Economie émergente
USA	22	22	24	19	22	Economie développée

Les économies développées consacrent l'essentiel de leurs productions à leur consommation domestique tels les Etats Unis d'Amérique ou encore la Chine!

c) commerce des services (en PIB%)

	2006	2007	2008	2009	2010
Algérie	6	7	8	10	/
Autriche	25	25	26	24	24
Chine	7	7	7	6	6
USA	6	6	6	6	6
France	10	10	10	10	10
Allemagne	14	14	15	14	15
Danemark	35	37	40	34	36
Belgique	30	31	34	34	35

Les économies industrialisées fournissent au monde peu de services- l'ensemble des services sert d'abord leurs propres économies nationales – tandis qu'une autre partie des économies avancées vivent en partie de l'exportation de services. Concernant l'Algérie le phénomène peut être compris : les services créés en Algérie- une tertiarisation de l'économie importante-

ne peuvent être exportés (parce que non exportables !) et sont plutôt destinés intérieurement aux ménages et consistent pour l'essentiel en les services administratifs ou ceux de commerce et service après vente (des marchandises importées).

II.3. La richesse nationale en volume.

Comparativement les dépenses d'investissement (rapport banque mondiale 2007) passent de 7% du PIB en 1999 à 10% en 2005 et relativement de 11.5% à 18% du PIB_{hh} respectivement aux mêmes dates. Ce même rapport fait état d'un niveau nul des dépenses effectives en pourcentage du PIB_{hh} pour l'industrie et de 16% (2004), 12%(2005) et de 8%(2006) pour l'agriculture, tandis que l'éducation-formation en reçoit en moyenne 8%. L'investissement en capital est de l'ordre de 20% alors que l'investissement de court terme est supérieur à 75% ! Par ailleurs cette même source signale que le taux d'exécution des programmes budgétaires (dépenses effectives / budget initial) dépasse les 100%.

Cet état de fait peut être corroboré par les indices suivants puisés dans les sources banque mondiale. Ces indices révèlent en quoi l'économie nationale algérienne peut être compétitive à l'égard des économies développées.

a) La richesse réelle.

D'abord par la grandeur de son PIB. Exprimé en dollars constants le PIB est à deux chiffres seulement, est quasi constant dans le temps. Pour ainsi dire le volume de la richesse n'a pas grandement varié qui plus est, même en termes nominaux, le taux de croissance est resté invariant sachant que la crise financière et économique mondiale n'a pas, à court terme, eu d'impact significatif sur l'économie algérienne. Comparativement aux économies développées touchées pleinement par cette crise (2008) tant leur PIB, à plus de trois chiffres, que leur taux de croissance, hormis l'année 2009, sont restés positifs et quasi constants maintenus à leur niveau de richesse nationale.

PIB (10⁹dollarsU.S.constant base 2000)

	2006	2007	2008	2009	2010
Algérie	70	73	74	76	79
Croissance%	2	3	2	2	3
V.A agriculture	8	8	7	7	7
Autriche	216	224	227	218	223
Croissance	4	4	1	-4	2
V.A agriculture	2	2	2	2	2
Chine	2251	24556	2692	2940	3246
Croissance%	13	14	10	9	10
V.A agriculture	11	11	11	10	10
USA	11448	11670	11668	11260	11597
Croissance%	3	2	0	-4	3
V.A agriculture	1	1	1	1	1
France	1471	1505	1504	1463	1484
Croissance	2	2	0	-3	1
V.A agriculture	2	2	2	2	2
Allemagne	2015	2081	2103	1995	2069
Croissance%	4	3	1	-5	4
V.A agriculture	1	1	1	1	1

Danemark	176	178	177	167	169
Croissance%	3	2	-1	-6	1
V.A agriculture	1	1	1	1	1
Belgique	258	266	268	260	266
Croissance%	3	3	1	-3	2
V.A agriculture	1	1	1	1	1

b) crédit interne fourni au secteur privé (en PIB%)

Les sommes des ressources monétaires et financières accordées – à intérêt payable bien entendu-au privé pour susciter la concurrence interne –produire à moindre coût au bénéfice de la demande nationale- d'une part et protégeant la production nationale et donc l'industrie manufacturière d'autre part, sont plus qu'importantes pour les économies développées. Les crédits dépassent les 100% tandis que les institutions monétaires et financières appréhendent les opérations avec le privé comme l'inverse est vrai aussi le secteur privé n'emprunte pas auprès des institutions monétaires et financières qui relèvent pour l'essentiel du secteur public !

L'interprétation en est que la compétitivité économie nationale est avant tout affaire interne c'est-à-dire compétitivité entre firmes, intra et inter branches économiques ou intra sectorielle ; ensuite affaire de crédits accordés...Ainsi créer les conditions de la concurrence ou celles d'évolution marchande sont les *sine quo non* de la performance économique et donc de la compétitivité. Une exigence qui n'est satisfaite que par la mise à disposition des investisseurs, par des prêts remboursables, des moyens de financement de leurs projets.

	2006	2007	2008	2009	2010	OBSREATIONS
Algérie	12	13	13	16	16	Aversion publique affichée pour le prêt aux opérateurs privés
Autriche	116	115	120	127	122	
Chine	111	107	104	127	130	
USA	205	213	191	204	202	

A ces différents titres que peut-on conclure sur la compétitivité de l'économie algérienne ? Existe-il des prémisses à cela ? Quelle politique mener pour arriver à faire sauter les scléroses ?

CONCLUSION.

L'Algérie est certes exportatrice et assure un revenu à la société. mais celui-ci est fluctuant pendant à la demande mondiale. Cette situation est pour le moins bancal dans le sens où l'économie ne compte que sur les hydrocarbures pour cela ! Autant que faire se peut il va falloir assurer la décence et un certain standing de vie à la société d'abord par la réalisation du progrès économique : multiplication et diversification des biens économiques mis à la disposition de la nation. ; ensuite par le progrès technique qui suppose non seulement l'utilisation d'un outillage de production "moderne" mais surtout la production interne de tout ou partie de cet outillage par l'application de la recherche développement pays : c'est là où le bât blesse. Comment substituer la production nationale à de l'importation étrangère laquelle constitue le terrain d'enjeux économiques et commerciaux, voire politiques, non seulement pour la nomenklatura algérienne mais aussi pour les fournisseurs potentiels de

l'Algérie! C'est que les importations sont génératrices de gains substantiels de part et d'autres et de ce fait ligotent l'économie.

Etre compétitive pour une économie est avant tout pouvoir rivaliser avec les concurrents, ou du moins être capable de se frayer un chemin, afin de s'assurer une rentrée régulière d'un revenu important à même de couvrir certaines dépenses notamment externes ! seule l'innovation et donc la recherche appliquée au développement, peut le permettre.

Bibliographie

- 1)-Ahmed Touil "Conditions primaires du développement économique " revue des sciences et de technologie ANDRU n°4 /2008 Alger
- 2)-Ahmed Touil « Eléments d'analyse de l'impact de la libéralisation commerciale sur la dynamique de l'emploi : le cas algérien », les cahiers du MECAS, 2007.
- 3)-Ahmed Touil, ibidem.
- 4)-Camagni Roberto , « Compétitivité territoriale : la recherche d'avantages absolus » , *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2006/1 Tome XLV, p. 95-115),
- 5)-Camagni Roberto , « Compétitivité territoriale : la recherche d'avantages absolus » , *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2006/1 Tome XLV, p. 95-115),
- 6)-CEPII, la compétitivité des nations 1999.
- 7)-Delaplace Marie, « La politique des pôles de compétitivité : la question de l'articulation entre compétitivité des entreprises et compétitivité des territoires », *Géographie, économie, société*, 2011/3 Vol. 13, p. 255-271.
- 8)-Jean- Pierre Cling « commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature », DIAL, 2006.
- 9)-Kassim Bouhou « l'Algérie des réformes économiques : un gout d'inachevé », politique étrangère 2-2009.
- 10)-La banque mondiale 2008.
- 11)-La compétitivité des nations selon le Forum Économique Mondial - Rapport 2010/2011
- 12)-Le quotidien algérien El Watan, le 24 aout 2008.
- 13)-Jean-Louis MUCHIELLI, « la compétitivité : définitions, indicateurs et déterminants » in *Revue Accomex*, numéro spécial sur La France est-elle compétitive ?, CCIP, mars-avril, N°44, p. 9-19.
- 14)-Lichèle Debonneuil et Lionel Fontagne « compétitivité », rapport du conseil d'Analyse Economique, 2003.
- 15)-Meier, Olivier "Diagnostic stratégique : Evaluer la compétitivité de l'entreprise 3e édition" Dunod 2011
- 16)-Mercier-Suissa, Catherine Bouveret-Rivat, Céline" PME : Conquérir des parts de marché à l'international" Dunod 2010
- 17)-Mucchielli J.L., (2002) « L'attractivité vue par les entreprises », in *Sociétal* n°35, 1^{er} trimestre, p. 64-70.
- 18)-S.Dupush, E.M. Mouhoud et F.Talahite, « les perspectives d'intégration entre l'Union européenne, les PECO et les pays sud méditerranéens : incidences sur les tendances de la spécialisation des activités en Europe », février 2003
- 19)-S.Dupush, E.M. Mouhoud et F.Talahite, « les perspectives d'intégration entre l'Union européenne, les PECO et les pays sud méditerranéens : incidences sur les tendances de la spécialisation des activités en Europe », février 2003
- 20)-S.Dupush, E.M. Mouhoud et F.Talahite, ouvrage déjà cité
- 21)-Tremblay, Diane-Gabrielle, Tremblay, Rémy "La compétitivité urbaine à l'ère de la nouvelle économie : Enjeux et défis", Presses de l'Université du Québec (2006)

- 22)-WORLD ECONOMIC FORUM, la compétitivité en Afrique 2009.
 23)-WORLD ECONOMIC FORUM, la compétitivité en Afrique 2009.
 24)-www.lexpertjournal.com

Annexe :

Au-delà du classement global, il est en effet nécessaire d'examiner quelles sont précisément les forces et les faiblesses des économies nationales, et comment les interpréter ? Pour cela, le WEF distingue **douze « piliers de la compétitivité »** (voir graphique page suivante).

Les quatre premiers « piliers » sont, selon le forum économique mondial, les *conditions de base du décollage économique* : institutions, infrastructures, stabilité macroéconomique, santé et éducation primaire. Ces « piliers » servent surtout à évaluer la situation des pays en voie de développement ou émergents et chacun ne compte que pour 5% dans le classement des pays développés. Soit, ensemble, pour 20%. Quatre autres « piliers » sont considérés par le Forum comme des *accélérateurs de croissance* : efficacité du marché des biens, du marché du travail et des marchés financiers, dimension des marchés intérieurs et volume d'exportation. Chacun de ces quatre « piliers » compte pour 8% dans le classement des pays développés, soit, ensemble, pour 32%. Enfin, les quatre derniers « piliers » sont les *plus discriminants dans une économie de la connaissance* : la performance du système d'éducation supérieure, l'agilité technologique, la sophistication des entreprises et l'innovation. Les deux premiers comptent pour 8% chacun et les deux suivants pour 15% chacun dans le classement final. Au total, ces quatre « piliers » comptent à eux seuls pour 46% dans le classement final des pays développés¹. ('in La compétitivité des nations selon le Forum Économique Mondial 2010 : la France gagne une place, la Chine a rattrapé l'Europe'' par Edouard Mathieu & Bertrand Moingeon)

NOTES

¹ Entre autres conférer Ahmed Touil "Conditions primaires du développement économique " revue des sciences et de technologie ANDRU n°4 /2008 Alger

² CEPII, la compétitivité des nations 1999.

³ Lichèle Debonneuil et Lionel Fontagne « compétitivité », rapport du conseil d'Analyse Economique, 2003.

⁴ "L'attraction et la compétitivité locale dépendent de facteurs largement semblables et communs, qui ne résident pas seulement dans des externalités physiques, l'accessibilité ou les qualités d'environnement, mais aussi dans le capital relationnel et dans la capacité d'apprentissage associée au territoire." Roberto Camagni In "Compétitivité territoriale : la recherche d'avantages absolus"

Reflets et perspectives de la vie économique 2006/1 - Tome XLV pages 95 à 115

⁵ Jean-Louis MUCHIELLI, « la compétitivité : définitions, indicateurs et déterminants » in Revue *Accomex*, numéro spécial sur La France est-elle compétitive ?, CCIP, mars-avril, N°44, p. 9-19.

⁶ La compétitivité des nations selon le Forum Économique Mondial - Rapport 2010/2011

⁷ Ahmed touil « Eléments d'analyse de l'impact de la libéralisation commerciale sur la dynamique de l'emploi : le cas algérien », les cahiers du MECAS, 2007.

⁸ Ahmed touil, *ibidem*.

⁹ Kassim Bouhou « L'Algérie des réformes économiques : un gout d'inachevé », politique étrangère 2-2009.